

Ces formations et activités d'appui au gouvernement pourront être complétées par la fourniture de petits équipements nécessaires à la bonne mise en œuvre du plan d'action.

Produit 1.2 – Les activités seront identifiées conjointement avec les parties prenantes au sein des axes stratégiques du Plan d'Action (axes de travail provisoires : 1. Réforme du cadre juridique, institutionnel et alignement sur les conventions internationales, 2. Collecte et analyse des données sur la migration, 3. Gestion intégrée des frontières, 4. Promotion des droits fondamentaux des migrant(e)s, 5. Migration et développement, y compris la diaspora)¹. Elles pourront consister, de manière indicative, en assistance technique, fourniture d'équipement et de petites infrastructures (par exemple, aux postes frontière), formations ou campagne d'information.

Les leçons apprises dans le cadre du FFU seront intégrées dans la mise en œuvre de ce volet et les activités démarrées et financées sous le même instrument seront appuyées afin de garantir leur renforcement et appropriation (exemple le Centre de Coopération police, douanes, gendarmerie de Sélibaby et les SOP concernant les migrant(e)s sauvé(e)s ou intercepté(e)s en mer), ainsi que leur réplique là où les conditions sont favorables (exemple les comités villageois).

La dimension d'intégration locale et de bonne entente avec les structures de représentation communautaire aux frontières sera particulièrement appuyée.

Les activités seront identifiées dans le cadre de la structure organisationnelle identifiée au point 4.6 ci-dessous et seront priorisées en fonction de la capacité d'absorption des bénéficiaires (tant du point de vue stratégique avec la présence des prérequis législatifs, institutionnels et politiques, qu'au niveau des capacités de gestion). Elles prendront en compte les activités mises en œuvre dans le cadre de l'initiative régionale de l'Équipe Europe y compris le programme de développement régional et de protection (« regional development and protection programme » - RDPP), la coopération avec l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes Frontex et d'autres programmes comme les appuis à la surveillance maritime dans le cadre des accords de partenariat de pêche durable.

Activités liées à l'OS2 – GAR-SI 3 :

Produit 2.1 – Les activités de création d'une Unité GAR-SI additionnelle consisteront en l'appui à la sélection du personnel (en y intégrant, si possible compte tenu du contexte culturel, un mix femmes et hommes acceptable), à la formation initiale et continue de celui-ci, y compris dans le domaine de la lutte contre la migration irrégulière et la traite des êtres humains, à l'élaboration et la mise en œuvre de l'« initial operational capability » et de la « final operational capability » (IOC/FOC) et du système de suivi et d'évaluation de celles-ci, à l'identification conjointe et la dotation en équipements non létaux adaptés aux missions et à la zone de déploiement de la nouvelle unité GAR-SI.

Produit 2.2 – Un mentoring des unités GAR-SI existantes sera mis à disposition. Ces unités pourront éventuellement bénéficier d'activités d'assistance technique et de formation dans le cadre d'un appui horizontal à l'approche GAR-SI en Mauritanie.

Activités liées à l'OS3 – Ghawdat 2 :

Produit 3.1 – Dans le cadre d'une identification conjointe des besoins, des équipements et infrastructures seront mis à disposition du groupement nomade de la Garde nationale. Des formations seront dispensées pour l'entretien et la maintenance de ces dotations.

Produit 3.2 – Des petits ouvrages seront réalisés et des équipements fournis pour améliorer l'accès aux services de base des populations locales dans la zone à régime spéciale comme par exemple, l'aménagement de points critiques de passage, des hangars pour le sel, des adductions d'eau potable, panneaux solaires ou

¹ La question des réfugiés ne devrait pas être traitée au travers du plan d'action de la SNGM. En revanche, il pourrait l'être au travers d'un plan d'action spécifique appuyé par le UNHCR. Au niveau de la coopération UE, un financement spécifique pour la question des réfugiés a été alloué dans le cadre de la programmation régionale.